

Il y a 10 ans, avec le soutien de plus de 1500 collègues en particulier des Antilles, nous avons lancé un appel pour dire aux pouvoirs publics que les données scientifiques portant sur la contamination des milieux et les pathologies induites chez les humains étaient suffisantes.

Suffisantes pour engager au plus tôt une politique de reconnaissance des Maladies Professionnelles (MP), de protection des riverains de zones d'agriculture intensive et des mesures de protection des consommateurs (centrées sur la lutte contre les Perturbateurs Endocriniens (PE) et le soutien à l'AB). Nous insistions aussi sur la révision impérative des procédures d'AMM, ainsi que sur la nécessité d'une action au niveau européen pour qu'enfin soit mise en œuvre l'exclusion des pesticides PE selon le règlement 2009.

10 ans après il nous faut reconnaître :

- **que les progrès furent timides en matière de reconnaissance des MP** (Parkinson, Hémopathies malignes, Cancers de la Prostate), mais pour beaucoup d'autres pathologies liées aux pesticides rien n'a bougé.

- **que la contamination massive des milieux, et du biote n'a pas épargné les mammifères que nous sommes.** Esteban, Elfe, Pelagie sont les doux noms des études démontrant la contamination très large de la population (99 % par les pyréthrinoïdes avec des concentrations plus élevées chez les enfants)

- **qu'à cette contamination la réponse des pouvoirs publics reste** le plan Ecophyto et ses 20 % d'augmentation de la conso de pesticides, ainsi que les distances ridicules de protection des riverains (quelques mètres)

- **que de l'argent public a été investi** pour vérifier si les craintes des associations étaient fondées concernant le risque de leucémie pour les enfants vivant en zone viticole. Mais que les résultats n'ont pas provoqué la moindre vaguelette d'indignation. La balance commerciale de la France n'a que faire de quelques leucémies :

- **que les deux expertises publiques de l'Inserm ont démontré les risques de troubles du neuro-développement pour les enfants exposés pendant la grossesse ou l'enfance, dans un cadre professionnel ou non.** En particulier pour ceux exposés aux Pyréthrinoïdes dont on sait, étude après étude, qu'ils contaminent largement la population.

- **que des études publiques ont montré l'intérêt d'une alimentation Bio :**

- **que 14 ans après l'adoption du règlement européen excluant les pesticides PE (2009) les règles du jeu actuel permettent toujours aux industriels de jouer la montre.** Après s'être dotée en 2018 d'un règlement inapplicable (définition irréaliste et absence de tests à la hauteur du niveau de preuve exigé), une avancée vient enfin de se dessiner grâce à l'évolution du règlement CLP (concernant la caractérisation des substances) fin 2022. Rien n'est cependant encore gagné et la situation actuelle est toujours celle où la CE accorde des années supplémentaires de mise sur le marché, dans l'opacité la plus totale, à des produits pour lesquels les industriels n'ont pas fourni de données. Ce qui fait dire au Pr Kortemkamp que *« le mandat légal de protection contre les perturbateurs endocriniens et les perturbateurs du système TH ne peut actuellement pas être pleinement réalisé »*

- que 30 ans après l'interdiction du Chlordécone (CD) aux Antilles aucune politique publique de production de nourriture vivrière sur des terres indemnes de pollution par le CD n'a été entreprise

A quoi sert de documenter toujours plus précisément la contamination des milieux, les effets sur les populations de vers de terre, d'insectes, d'oiseaux ainsi que sur les humains si ces études ne sont pas suivies de décisions politiques ? A quoi sert de démontrer que l'alimentation Bio est bénéfique pour la santé ? Le problème est connu, largement soutenu dans l'opinion.

Pour chaque famille de pesticides, l'histoire se répète : des effets sur la santé humaine sont documentés durant quelques décennies, jusqu'à ce que la substance soit interdite et remplacée par une autre pour laquelle on ne dispose pas encore de données épidémiologiques.

Cette pratique doit cesser. Nous avons pour chaque famille de pesticides actuellement autorisée en Europe, des données scientifiques qui montrent un danger sur la santé humaine, et qui n'est pas correctement pris en compte par la réglementation : stress oxydatif, perturbation endocrinienne, effet sur les neuro-transmetteurs, effets sur les mitochondries, effets sur le développement cérébral, sur les mécanismes immunitaires, sur les microbiotes, sur l'expression des gènes.

Pour certains effets, les conséquences sont déjà connues sur les générations à venir.

La plupart de ces effets impactent également les organismes vivants qui nous entourent.

La perte de biodiversité qui est associée à l'usage des pesticides représente une menace au moins aussi importante pour la santé humaine que leurs effets directs. La malnutrition, les troubles immunitaires, les difficultés de ressources alimentaires, l'émergence de nouvelles maladies de type zoonose ne sont que quelques exemples de ce que les politiques sont aujourd'hui prêts à accepter.

Il est temps qu'environnementalistes, associatifs, scientifiques, médecins tapent du poing sur la table !